

Pour un mouvement national d'actions pour sécuriser l'emploi

Paul Boccara

Une campagne nationale pour l'emploi et sa sécurisation a été enfin décidée par le Conseil National du PCF. Elle devrait viser, à la fois, à faire reculer immédiatement et localement l'insécurité et la dégradation de l'emploi, le chômage et la précarité par des propositions et des luttes nouvelles et aussi à faire avancer le projet de construction sociale et politique d'un système de sécurité d'emploi ou de formation.

Une conférence nationale largement ouverte doit pouvoir faire le point des premiers résultats de la campagne. Elle pourrait débattre des obstacles rencontrés et des dispositions à prendre pour accroître son efficacité et son ampleur. Un mouvement national durable pour sécuriser l'emploi pour chacune et chacun peut être organisé. En favorisant l'avancée d'un autre projet social, il contribuera aussi à la construction d'une véritable alternative politique.

La recherche d'avancées concrètes, novatrices, dans des luttes immédiates, peut s'articuler à la vision d'ensemble d'un projet de société, de sécurisation et de promotion des activités professionnelles, par des exigences nouvelles rassembleuses sur les objectifs et les moyens des actions.

D'un côté, il ne s'agit pas du tout de construire d'un coup un système de sécurité d'emploi ou de formation au plan national et européen, mais d'initiatives diverses pour aller vers lui, en cherchant à répondre de façon plus coordonnée à des besoins concrets immédiats et locaux ainsi qu'aux défis des mesures du gouvernement, de recul des droits sociaux, d'incitation aux emplois pauvres, etc. Mais d'un autre côté, les objectifs sociaux radicalement novateurs d'un tel système peuvent déjà inspirer les revendications de premières avancées. Pleinement réalisé, le système vise à assurer, à chacune et à chacun, un bon emploi ou une bonne formation pour revenir par la suite à un meilleur emploi, avec une continuité de revenus et droits et avec des passages de l'une à l'autre activité maîtrisés par les intéressés. On cherche à supprimer le chômage dans une sécurité d'activité et une mobilité choisie de promotion de tous, avec une rotation entre emploi et formation.

Ainsi, les objectifs sociaux revendiqués des initiatives d'action pour la campagne nationale – sur les chômeurs de l'indemnisation à l'emploi, les Rmistes, et le RMA, les précaires, les licenciements et reclassements, les territoires, la formation continue, les emplois des femmes, des jeunes, des personnes âgées – devraient pouvoir s'inspirer de ces principes.

Cela signifie des exigences, dans tous ces cas et pour chaque personne concernée, d'accéder à des situations stables et non précaires, d'emploi et de progression de la qualité des emplois. Pour cette stabilité et cette progression, on utiliserait tout particulièrement le passage éventuel par une bonne formation continue ou le passage d'un emploi à un autre sans chômage ni dégradation des conditions d'existence.

Cela renvoie tout particulièrement aux droits et institutions de la formation continue ainsi qu'aux institutions et dispositifs visant les publics en difficulté, les chômeurs et

les précaires. Il s'agit d'actions sur des propositions pour commencer à dépasser toutes leurs insuffisances, afin de répondre aux besoins d'activité à finalité professionnelle – emploi et formation – de toutes les populations, en avançant vers une sécurisation des parcours professionnels. Ces nouveaux objectifs sociaux – de sécurisation et de promotion des emplois – supposent de nouveaux pouvoirs et des nouveaux moyens financiers, avec le triangle institutionnel : objectifs, pouvoirs, moyens.

Mais comment arriver à des mobilisations arrachant de telles avancées ? Il faudrait construire de nouveaux rapports de force pour imposer ici ou là de nouvelles pratiques des institutions sociales existantes.

En effet, il convient de partir des procédures institutionnelles concernant les difficultés d'emploi, afin de les interpeller sur les contradictions entre les missions affichées et les besoins non satisfaits, en laissant trop de personnes sur le carreau. A cette fin, on chercherait à organiser les différents publics visés en principe, pour qu'ils posent des revendications nouvelles.

Une campagne nationale devrait signifier non pas des actions ponctuelles et exceptionnelles, mais des campagnes durables et opiniâtres, dans de multiples endroits, sur les mêmes thèmes des chantiers d'action proposés. Elle s'accompagnerait d'une circulation publique des expériences et des réflexions sur les actions tentées, visant à surmonter les obstacles rencontrés. Cette circulation pouvant être organisée par des collectifs régionaux et nationaux ouverts à toutes les forces sociales recherchant des transformations de progrès radical contre le chômage.

Le cas des interventions des élus des collectivités territoriales sur l'emploi

D'un côté, on observe la multiplication des initiatives d'action des élus territoriaux et des tentatives institutionnelles en faveur de l'emploi et contre le chômage des popu-

lations de leurs territoires. Mais, d'un autre côté, au-delà d'un résultat notable si l'on se limite aux publics « traités », ce qui frappe c'est le contraste entre les efforts déployés et la faiblesse quantitative des populations en difficulté touchées ainsi que des résultats relativement aux immenses besoins.

Ainsi, l'intercommunalité, les communautés d'agglomérations et des coordinations entre divers échelons des collectivités territoriales, des communes aux régions, ont pu utiliser des fonds publics pour des projets et de nouvelles pratiques d'intervention en faveur de l'emploi et aussi de la formation, surtout à partir des années 1990. Il s'est agi des PLIE (plans locaux pour l'insertion et l'emploi), des agences ou comités de développement économique pour l'emploi, de l'utilisation des crédits et des primes de la DATAR, du soutien des entreprises d'insertion, des initiatives sur la formation continue, etc.

À propos des résultats, prenons le cas des PLIE qui accompagnent les chômeurs en difficulté dans une démarche de retour à l'emploi, avec une coopération entre élus territoriaux de différents niveaux, ANPE, AFPA, travailleurs sociaux, entreprises, en s'appuyant sur des financements sur fonds publics régionaux, nationaux et européens.

Au plan national, de 2000 à 2002, ils auraient procuré des emplois à 37 523 personnes, chômeurs et bénéficiaires du RMI, tandis que 37 823 autres seraient sortis du dispositif sans solution (source : Alliance Villes-Emploi). Cela représente certes 50% des entrées, mais aussi un nombre infime par rapport aux chômeurs et aux RMistes.

Au-delà de simples petites corrections du système existant, en dépit de la multiplicité des efforts nouveaux déployés, il s'agit de pousser à des transformations profondes de ces pratiques institutionnelles. Il faut prendre au mot les déclarations sur les besoins d'accompagnement de chaque personne au chômage ou précaire :

- avec des financements publics locaux et nationaux beaucoup plus importants et leur autre utilisation comme levier pour changer les pratiques des entreprises ;
- avec des objectifs concrets annuels d'emploi et de formation par bassin d'emploi, débattus publiquement avec les entreprises, les services publics et de formation.

La question de l'infléchissement et de la transformation des gestions des entreprises

Ce qui s'oppose à des résultats beaucoup plus importants, c'est principalement le comportement des entreprises capitalistes et leur type de gestion. Les chefs d'entreprise ne visent pas à concilier les exigences de production et les besoins de développement des populations qui devraient être prioritaires. Ils tendent à utiliser les populations comme des instruments et une réserve où ils puisent ou rejettent les travailleurs, tout en cherchant à les diviser au maximum et à réduire le plus possible les coûts salariaux, salaires et prélèvements sociaux, pour la rentabilité maximum des capitaux. Cette contrainte fondamentale des gestions caractérise d'ailleurs tous les domaines d'intervention sur l'emploi et la formation et non seulement l'intervention des collectivités territoriales. De même, toutes les actions politiques actuelles, du plan local jusqu'au plan national et européen, menées au nom de l'emploi, tendent en fait et en règle générale à renforcer, au lieu de les modifier, les comportements de gestion des entreprises visant à faire prédominer la baisse des coûts salariaux face aux difficultés conjoncturelles et donc à utiliser la réduction

de l'emploi comme la principale variable d'ajustement pour relancer la rentabilité financière. Et cela en dépit des exigences des nouvelles technologies concernant le suivi et le développement des compétences des équipes de travail ainsi que des capacités des populations.

En effet, les fonds publics visent le plus souvent à prendre en charge au nom de l'emploi une partie des coûts salariaux, depuis les soutiens locaux au retour à l'emploi des chômeurs, jusqu'aux prises en charge par des fonds publics nationaux des cotisations sociales (atteignant une vingtaine de milliards d'euros), principalement pour favoriser les emplois peu qualifiés à bas salaires, à tous les emplois dits aidés (CES, etc.).

Cela fait concurrence aux autres salaires. Cela entraîne des effets d'« aubaine » avec des remplacements d'emplois qui auraient de toute façon été créés autrement. Et cela pousse à encore abaisser les taux de salaire en général, en contribuant à déprimer la demande globale et à relancer en définitive le chômage, avec la conjonction des progrès rapides de la productivité et de la pression sur les dépenses salariales et sociales. Le RMA et les nouvelles contraintes pour obliger aux emplois pauvres du gouvernement Raffarin, avec la démagogie du travail peu payé opposé aux allocations aux chômeurs et ses nouveaux cadeaux pour cela au patronat, redoublent encore d'incitations dans ce sens, tout en cherchant à diviser les couches populaires.

Aussi, c'est précisément à cette interface entre gestion des entreprises et actions des fonds publics, que l'on devrait proposer des transformations des procédures. Des programmes débattus publiquement beaucoup plus ambitieux, de création d'emplois stables et de qualité pourraient cibler précisément des populations de privés d'emploi. Ils mutualiseraient les formations en liaison avec les atouts locaux et les programmes de recherche pour les valoriser. Ils pourraient concerner des ensembles et des groupements d'entreprises et des filières de production (à partir des bassins d'emploi où elles sont implantées) avec des coopérations sur les recherches-développements. Ils pourraient mettre en jeu des sommes beaucoup plus considérables sans augmenter autant les fonds publics eux-mêmes, car ils tendraient à mobiliser les immenses ressources du crédit et cela dès le plan local. Ces financements viseraient à faire avancer, contre les gâchis de la rentabilité financière, « l'efficacité sociale » des fonds des entreprises, c'est-à-dire la diminution des coûts par rapport à l'importance des productions, grâce aux progrès des qualifications et des recherches, des économies d'échelle ou de partage de coûts, et donc aux progrès de l'emploi en quantité et en qualité.

Pour des fonds publics régionaux de sécurisation et de promotion de l'emploi

Ainsi, on chercherait à instituer avec de grandes campagnes locales et leur généralisation nationale, des « Fonds publics régionaux » pour la sécurisation et la promotion de l'emploi et de la formation, en coopération. Ils viseraient une toute autre utilisation des fonds publics, avec des programmes concrets concertés de novation des productions et de sorties du chômage ou de la précarité. Ces fonds prendraient en charge tout ou partie des intérêts, pour des crédits à moyen et long terme, et les garanties de ces crédits, pour des investissements matériels ainsi que de recherche-développement. Ils inciteraient à des coopérations entre entreprises, organismes de formation, orga-

nismes de recherche, services publics, etc. Les taux d'intérêt des crédits seraient d'autant plus abaissés (jusqu'à des taux négatifs, c'est-à-dire avec des subventions) que seraient programmés des emplois et des formations pour de meilleurs emplois. Ces « bonifications » d'intérêt entraîneraient des emplois bien plus importants, durables et qualifiés, en raison tout particulièrement des investissements matériels, de recherche, de formation et de soutien logistique, en coopération. On chercherait à s'appuyer avec audace sur les atouts locaux et les concertations de tous les intéressés.

Ces bonifications de crédit auraient un effet multiplicateur des masses financières mises en mouvement. Elles chercheraient à infléchir l'orientation des profits au détriment de la spéculation financière, pour une croissance réelle plus stable, plus riche en nouvelles technologies et en emplois qualifiés, avec les remboursements des crédits si avantageux, garantis et appuyés par des actions complémentaires pour l'efficacité sociale.

On a commencé d'ailleurs à réclamer la constitution de tels Fonds, comme par exemple dans l'Aube pour le textile et ses problèmes d'emploi récurrents.

Outre la péréquation des ressources publiques disponibles au niveau d'un Fonds régional, entre collectivités territoriales aux besoins et capacités de financement inégales, pourraient intervenir dans ces nouvelles procédures des financements nationaux et aussi européens avec la coordination des Fonds régionaux par un Fonds national.

L'action menée pour l'emploi au niveau de tout le programme de novation des productions industrielles et de services des entreprises, depuis les investissements matériels et de recherche, s'articuleraient aux actions spécifiques nécessaires au niveau des populations en difficulté visées, sur les différents bassins d'emplois ciblés : mise en condition et aide à l'accès à la formation, formation elle-même, logement, santé, crèches, transport, etc.

Cela renvoie aux côtés des élus locaux et des services publics concernés, aux pouvoirs des comités d'entreprises et à des relations nouvelles entre CE d'entreprises et de services publics, à des actions nouvelles des syndicats, des associations, depuis les associations de chômeurs et les associations d'insertion ou de formation. Cela concerne des interventions concertées sur les filières et les recherches, sur de nouvelles relations avec les banques. Cela suppose l'appel à la responsabilité sociale régionale des entreprises publiques et des grandes entreprises nationales, des grandes institutions financières (Banque de France, Caisse des dépôts, banques mutualistes, etc.) jusqu'à de nouvelles coopérations européennes.

Pour de nouveaux réseaux d'interventions et de pouvoirs

Tout cela renvoie à l'avancée, dans la pratique, de nouveaux pouvoirs et d'une culture de gestion populaire alternative. Déjà les décisions de bonification d'intérêt par des Fonds régionaux, la hauteur des crédits et de leur soutien, l'appréciation des programmes et les engagements d'emplois et de formation, puis le suivi de l'exécution des programmes et de l'utilisation des fonds publics renvoient non seulement à une instance de concertation entre élus territoriaux, pouvoirs et services publics régionaux, mais aussi à la participation à cette instance des entreprises visées, des organismes de formation depuis l'Education nationale et l'AFPA, des banques concernées, des syndicats, des publics de demandeurs d'emploi eux-mêmes. Il s'agit

tout particulièrement de développer l'organisation des différentes catégories de privés d'emploi et de précaires pour qu'ils interviennent, tout en impliquant les organisations qui existent, associations de chômeurs, de précaires, de jeunes, de femmes, etc. Une publicité des programmes d'emploi proposés rechercherait la mobilisation de tous les intéressés. Et les procédures d'arbitrage, à définir, entre propositions diverses pourraient, elles aussi, être ouvertes au débat public.

D'une façon générale, de nouveaux réseaux d'interventions et de pouvoirs de fait pourraient être constitués ici ou là, en liaison avec des campagnes d'opinion et d'action sur les divers chantiers des chômeurs, des précaires, des risques de licenciements, des gestions d'entreprise, etc., pour transformer les institutions et pratiques existantes. Il s'agit aussi de recenser les tentatives déjà en cours mais en butte à toutes sortes d'obstacles, pour construire de nouveaux rassemblements. Les militants politiques, syndicaux et associatifs ainsi que les experts ne peuvent-ils pas être interpellés, avec des rencontres sur des propositions, dans une campagne de longue haleine en cherchant en commun à modifier les procédures et les institutions sur l'emploi et de la formation ?

Il s'agit d'un domaine crucial de l'articulation du mouvement social et de la politique. On ne peut laisser face à face le patronat, avec le MEDEF appuyé sur la politique du gouvernement, et les travailleurs mêmes appuyés sur leurs syndicats. Tous les élus politiques d'une gauche de transformation ont un rôle décisif à jouer dans l'immédiat sur les procédures, les institutions, les financements, les réglementations et même les lois. Et les militants politiques ont également un grand rôle à jouer pour le soutien aux salariés en lutte dans les entreprises à partir de tous les éléments de l'environnement social.

L'urgence des réponses aux souffrances des diverses catégories de privés d'emploi et aux mauvais coups du gouvernement ou du MEDEF peut déboucher sur l'avancée d'une construction sociale et politique vraiment alternative, pour un progrès de civilisation.

Cela concerne, pour des interventions concertées nouvelles, toutes les institutions politiques, économiques et culturelles.

Il s'agit avant tout des entreprises, des syndicats et des comités d'entreprise. Cela se rapporterait aux besoins d'actions communes sur les filières de production et des interventions en coopération avec les travailleurs des services publics et des banques. Elles ne viseraient pas seulement les licenciements et de bonnes opérations de reclassement, en dépassant toutes les insuffisances des contrats de site, en s'appuyant notamment sur l'obligation maintenue de la loi de modernisation sociale de la responsabilité sociale et territoriale de l'entreprise qui licencie de contribuer à la création d'emplois sur le bassin affecté. Des luttes ont déjà cherché à s'appuyer sur cette obligation, comme à propos de Hewlett Packard à Grenoble, mais elles sont encore trop peu développées. Elles concerneraient également tous les projets de production pour la création massive d'emplois et de formations avec de nouveaux financements possibles, y compris la prévention des licenciements, ou leur suspension pour des solutions alternatives sans chômage.

Les défis des gestions d'entreprise et des politiques étatiques portent principalement sur la mise en concurrence des diverses catégories de travailleurs, en emploi ou privés d'emploi, pour faire pression sur les salaires et les coûts salariaux, depuis les « exclus » et les chômeurs.

D'où l'enjeu de la prise de conscience des solidarités des revendications pour sécuriser et promouvoir l'emploi, et des concertations des actions au lieu de leurs divisions, avec des objectifs communs, comme ceux concernant le crédit ou encore l'efficacité sociale des fonds dans les gestions. Pourquoi ne pas organiser un grand mouvement national durable de sécurisation de l'emploi avec des comités locaux d'action décentralisés, avec des actions de formation populaire pour l'intervention ?

Les rapprochements entre les propositions et les actions recherchées à l'échelle locale, régionale et nationale, doivent aussi pouvoir avancer à l'échelle de l'Union européenne, face aux mêmes pressions concurrentielles, y compris les risques de l'élargissement de l'Union. Déjà ont commencé à être mises en cause devant la gravité du chômage et des licenciements, le Pacte de stabilité européen pour les budgets, et même la « politique de la concurrence » hyperlibérale de la Commission européenne opposée au déve-

loppement des soutiens des coopérations industrielles et de recherche.

Mais c'est par-dessus tout les actions pour une autre politique de la BCE, à partir des parlements européens et nationaux, des assemblées régionales, des comités d'entreprise et de groupes, des syndicats européens et de la CES, qui seraient décisives. Cela suppose l'organisation de rencontres européennes, notamment entre les élus régionaux et entre syndicalistes. Elles viseraient la réclamation de l'objectif emploi et formation pour la BCE, de son contrôle politique démocratique et de l'utilisation de l'euro pour ses « refinancements » des crédits à taux très abaissés des banques pour les investissements, dans la mesure où ils programment de l'emploi et de la formation. Cela renvoie à l'articulation de la campagne pour l'emploi et la sécurité d'emploi ou de formation à une campagne pour un autre modèle social européen et pour une autre construction européenne. ■

Une date à retenir : Le 7 Février 2004, Conférence Nationale du PCF

Nicolas Marchand

L'action sur les chantiers d'une Sécurité d'emploi ou de formation à l'ordre du jour d'une Conférence Nationale du PCF : le principe en avait été retenu par le 32e Congrès du PCF, à partir de propositions des délégués. La date en est maintenant fixée : le 7 Février 2004 de 9h30 à 18h. Le lieu sera « décentralisé » dans le Rhône.

La Conférence se présente comme un moment d'étape important dans la campagne nationale engagée contre les licenciements, le chômage, la précarité, pour une Sécurité d'emploi ou de formation.

Outre les membres du Conseil National du PCF, et les délégations élues par les Conseils départementaux, elle est ouverte aux militant-e-s intéressé-e-s.

L'objectif, loin d'un « coup » sans suites à visée médiatique, est de construire une journée de travail appuyée sur les expériences et analyses des acteurs et actrices (responsables communistes, militant-e-s d'entreprises et syndicalistes, militant-e-s d'associations, élu-e-s) débouchant sur des décisions pouvant nourrir notamment l'intervention communiste dans les campagnes électorales de 2004.

On démarrera d'entrée, sans rapport introductif, avec des ateliers par chantier ; il est proposé d'y structurer les échanges sur trois points : dégager des expériences des éléments de méthode pour l'action ; les contenus ; les propositions de suites politiques en France et en Europe. Cela permettra d'inscrire un travail précis par chantier, dans une visée de mise en cohérence.

La séance plénière de l'après-midi reprendrait ces trois points pour synthétiser le travail des ateliers et déboucher sur des décisions.

Ainsi cette journée de travail pourrait, c'est son ambition, être d'un apport précieux pour les militant-e-s communistes, au début d'une importante année électorale, dont tout indique qu'elle sera fortement marquée par l'enjeu de l'insécurité sociale et notamment de l'emploi.

Il s'agit, pour les communistes, de se donner des outils pour faire progresser, dans leurs campagnes, et en liaison avec les luttes, la crédibilité et le contenu d'une perspective vraiment alternative à la droite, de contrer les démagogues populistes, tout en aidant le mouvement populaire à se dégager de l'emprise du social-libéralisme ne visant qu'une alternance.

Face aux ravages sociaux et politiques du chômage et de l'insécurité sociale, il s'agit d'avancer dans l'articulation de chantiers de lutte concrets, de propositions régionales ou européennes précises avec le projet d'une éradication effective du chômage, avec une sécurisation de l'emploi avec la formation, élément d'une transformation d'ensemble de la société.

Cette Conférence Nationale pourrait ainsi aider les communistes à être offensifs et rassembleurs, pour remobiliser l'électorat populaire, à l'opposé de la désespérance nourrie par le sentiment d'impuissance de la politique face au chômage.

L'initiative peut faire événement, porter un message d'espoir et de lutte, contribuer à donner du sens à l'action politique et à ouvrir une phase nouvelle dans l'action du PCF, apporter sa pierre à un redressement de son influence.

**Renseignements, inscriptions : Alain Morin ;
tél : 0140401383 ; mel : amorin@pcf.fr**

Une campagne pour généraliser de nouvelles pratiques pour la Sécurité d'emploi ou de formation

Yves Dimicoli
Fabien Maury

Depuis plus de deux ans et demi, le chômage a redémarré. Désormais, le taux de chômage officiel approche 10%. Durant cette période les militants communistes ont multiplié les initiatives locales, départementales, régionales pour l'emploi, une Sécurité d'emploi ou de formation, contre les licenciements. C'est dans plus de la moitié des départements et dans presque toutes les régions que les communistes ont organisé principalement des débats publics ou des formations. Ils ont aussi été à l'origine ou participé activement aux luttes pour l'emploi.

Cet enracinement local est une très grande force. Mais il devient une faiblesse s'il conduit à s'enfermer dans le local, sans articulation à des éléments institutionnels globaux, ce qui est le cas actuellement. Le risque est d'autant plus fort que, pour l'heure, aucune stimulation nationale ne vient aider les expérimentations de terrains à se décroiser et à converger. Cela est pourtant absolument indispensable car il s'agit d'essayer de généraliser des « pratiques nouvelles » forgées dans l'action, de faire partager l'expérience en faisant avancer des expérimentations institutionnelles. Il convient de progresser en pratique dans la construction d'un système de sécurité d'emploi ou de formation structuré au plan national, européen et même mondial, à partir de conquêtes de terrain et d'un débat d'idées propres à ouvrir une nouvelle perspective politique pour une alternative de transformation sociale radicale.

La campagne nationale d'action pour l'emploi décidée par le Conseil national du Pcf devrait permettre la construction de convergences pour une cohérence permettant d'articuler les luttes immédiates à une vision d'ensemble d'un projet de société impulsant la construction d'un système de sécurité d'emploi ou de formation pour chacun-e.

Quatre principaux défis soulevés par ce fourmillement d'initiatives.

- Le premier défi sur lequel butent les expérimentations en cours est celui de la maîtrise de la cohérence entre d'une part, les objectifs sociaux exprimés par les salariés, les populations et, d'autre part, le débat sur les moyens financiers et les pouvoirs, dans et sur l'entreprise. Par exemple, la question des financements demeure trop souvent focalisée sur la seule intervention de l'Etat et, donc, les seuls financements publics à partir des impôts et

avec délégation de pouvoir, ignorant les possibilités toutes autres offertes par le crédit et un changement des relations banques/entreprises dès le terrain. Aussi, nous demeurons souvent enfermés dans des interpellations de sommet à la crédibilité très incertaine, car déconnectées de toute intervention pratique capable de rassembler contre le marché financier, à partir d'exigences concrètes sur l'utilisation de l'argent, notamment celui, si décisif du crédit des banques, mais aussi celui dont dispose les groupes. Cela finit par provoquer, y compris chez les communistes un sentiment d'impuissance face aux décisions de délocalisation des groupes avec les mises en concurrence pour la baisse du coût salarial de l'emploi qu'elles engendrent.

- Le deuxième défi est sans doute celui des relations entre entreprises, collectivités territoriales et population. En fait, il s'agit de la possibilité d'actions communes, de débats sur des propositions alternatives et donc de solidarité entre salariés, syndicalistes à l'intérieur de l'entreprise et citoyens, élus du bassin d'emploi et de vie. Trop souvent, l'impact des décisions prises par les groupes sur la structuration des territoires et la vie des populations est sous-estimé. En conséquence, les batailles défensives ou d'alternatives menées par les salariés et leurs syndicats sont coupées de la réclamation de pouvoirs non seulement des salariés mais aussi des citoyens sur les gestions des entreprises avec des critères d'efficacité sociale. Cette coupure met en difficulté pour se saisir de manière efficace et rassembleuse de la thématique de la responsabilité sociale, territoriale, environnementale et culturelle des entreprises à partir des enjeux d'emploi et de formation. Or, elle est indispensable, y compris pour construire un rassemblement susceptible de réorienter la politique économique nationale. Celle-ci est en effet désormais étroitement conditionnée par

les décisions des groupes sur les marchés. Ce conditionnement permet aux libéraux-sociaux et sociaux-libéraux de fuir en avant dans des options réactionnaires en prétextant l'impuissance face aux marchés.

- Le troisième défi est celui de la connaissance des institutions et du droit existant. La plupart du temps, leur méconnaissance conduit à une déconnexion entre les batailles sur l'emploi et la construction de rassemblements pour des mesures viables, réellement alternatives. Surmonter cette opposition est nécessaire pour passer d'une action purement défensive, dans l'urgence, à une attitude contre-offensive tenace et rassembleuse pour gagner. Cela renvoie d'ailleurs, pour une part, aux problèmes de méthode de travail rencontrés avec le mouvement syndical, les associations. Ils souhaitent des réponses précises à leurs questions précises et pas simplement de grandes phrases généreuses de soutien aux luttes. Il s'agit en effet de chercher à conjuguer réalisme, luttes pour des mesures immédiates viables et construction révolutionnaire. La bataille pour des avancées du droit dans l'action, pour la conquête d'institutions nouvelles de fait susceptibles de s'imposer en droit exige alors une connaissance des institutions et du droit existants pour le transformer.



- Le dernier défi est celui de la liaison entre les problèmes locaux, départementaux ou régionaux avec l'actuelle construction européenne et la façon dont cette dernière structure les territoires mais aussi la politique économique et les gestions. La plupart du temps, nous n'arrivons pas, à partir des questions locales, à poser la nécessité d'une réorientation d'ensemble de l'Union Européenne ou, plus exactement, nous butons sur le préalable d'un changement d'orientation de la construction actuelle. Ce préalable joue alors comme un facteur d'impuissance politique face aux interpellations et à la demande de résultats immédiats des luttes de terrain. Un renversement de point de vue paraît nécessaire, non pour abdiquer l'exigence d'une autre construction européenne mais pour la nourrir, dans les luttes immédiates, de propositions de solutions rendant incontournable cette exigence pour tous les acteurs.

Sans avoir la prétention d'être exhaustif, il est utile de dégager une première ébauche d'analyse, à partir de cas concrets d'expérimentation dans les régions.

Les communistes agissent principalement en réaction aux restructurations et aux délocalisations.

Celles-ci se situent essentiellement dans des bassins d'emploi déjà éprouvés par la crise, avec une main d'œuvre peu payée dotée d'un faible niveau de qualification, le tout

exprimant une façon dominante des capitalistes de faire du profit dans ces bassins.

- C'est ce que l'on retrouve dans l'Aube, avec Jacquemard et plus généralement dans l'industrie textile comme dans l'Ariège, à Lavelanet ou encore dans le Puy de Dôme, à Thiers, dans le secteur de la coutellerie. Ce sont des bassins peu ou pas diversifiés, où le patronat a développé une culture de profits faciles à partir de bas coûts salariaux, d'une mono-industrie qui est de plus en plus concurrencée par les pays à bas salaires, avec une pression énorme des grands donneurs d'ordre, notamment la grande distribution. Les salariés disposent d'un grand savoir-faire mais sont peu

polyvalents. Surtout, ils sont exclus par leurs employeurs d'un accès à la formation de qualité susceptible de faire évoluer leurs conditions en liaison avec une modernisation réussie des outils de production. Les entreprises ont un accès réduit aux résultats des recherches. Ce qui restreint d'autant les possibilités de diversifi-

cation des produits et des procédés. Enfin, les rapports avec les banques sont difficiles, surtout dans le cas des PME, d'autant plus que la Société Française d'Assurance-Crédit (SFAC) a été privatisée et développe une sélection des risques qui pousse à l'exclusion de l'accès au crédit nombre d'entreprises dans ces bassins.

Les communistes sont confrontés à la nécessité de dépasser la simple opposition aux délocalisations. Parfois (Aube, Puy-de-Dôme), cela les amène à poser la question de la protection et de la sécurisation de la situation des salariés : le maintien dans l'emploi au sein des entreprises concernées avec un effort de modernisation, et, le cas échéant, des mises en formation avec l'exigence de reclassements choisis dans le bassin d'emploi. La nécessité d'une obligation de résultats en matière de reclassement dans la région commence à être mise en avant en ce domaine, même si cela demeure encore rare. Par contre, de plus en plus nombreuses sont les organisations du Pcf qui posent la revendication d'une table ronde, telle que le permet l'article 118 (non suspendu) de la loi de modernisation sociale. D'ailleurs, dans certains cas, les communistes cherchent à en élargir le nombre des acteurs en demandant qu'y participent des représentants du secteur bancaire et financier et des donneurs d'ordre, la grande distribution notamment.

- Cette démarche a été celle des communistes à Béthune ou à Riom.

A Béthune, Testut a été livré à un chasseur de prime américain. Celui-ci a accaparé le réseau de distribution et la marque pour ses propres productions, s'en servant

comme tête de pont pour la France et l'Europe. Au-delà des revendications pour de bonnes indemnités, une fois prises les décisions de licenciements, les salariés, avec les communistes, ont posé explicitement l'exigence de reclassements de qualité en liaison avec la réclamation d'une baisse mesurable du taux de chômage dans le bassin d'emploi.

Autour de Riom/Clermont-Ferrand, à partir du recul de l'activité d'Aubert et Duval, les communistes ont commencé à révéler le rôle dévastateur des groupes dans le bassin, qu'il s'agisse d'Eramet, mais aussi de Péchiney et, bien sûr, Michelin.

Cette bataille originale a mobilisé les élus qui ont dévoilé la réalité du poids des groupes. Ils ont pu démontrer l'utilité de se battre sur l'utilisation de l'argent mis à la disposition des multinationales. Au-delà des fonds publics, ils ont commencé à mettre en lumière le caractère crucial du crédit bancaire. Ils ont ainsi exigé, jusqu'au Conseil régional, la création d'un Fonds régional susceptible de bonifier, de façon sélective, le taux d'intérêt du crédit aux entreprises en proportion des créations d'emplois et des mises en formation qu'elles programment avec leurs investissements matériels. Ils ont aussi posé avec force la question des sous-traitants. Ils ont mis en avant la nécessité d'un moratoire suspensif des suppressions d'emploi afin de pouvoir débattre, avec tous les acteurs concernés, de la réalité des difficultés rencontrées par les entreprises et de solutions alternatives à la baisse des coûts salariaux afin de s'opposer aux licenciements.

Ces initiatives commencent à poser l'exigence de responsabilisation sociale des groupes.

- Alstom constitue un cas emblématique de l'exigence de responsabilité sociale d'un groupe et de lutte contre la croissance financière dans toutes ses dimensions du local jusqu'à l'Europe. Pour la première fois depuis longtemps, cette lutte en cours voit l'amorce, certes très insuffisante encore, d'un travail entre syndicalistes, militants communistes des différents sites pour qu'il n'y ait aucun chômeur, ni aucun précaire supplémentaire. L'obligation dans laquelle l'Etat s'est trouvé d'injecter quelques 800 millions d'euros dans le groupe pour le sauver de la faillite a amené les communistes à exiger que cette manne soit utilisée avant tout pour sécuriser l'emploi avec la formation, avec un contrôle social sur l'usage de ces fonds. L'idée d'un « audit citoyen » des comptes de l'entreprise a pu être mise en avant afin d'éviter de recommencer ce qui a mené à la catastrophe en cherchant à débusquer les coûts autres que salariaux sur lesquels intervenir pour économiser. Mais, cette lutte pose aussi la question du

rôle de l'Etat pour responsabiliser le groupe socialement, écologiquement avec de nouveaux pouvoirs d'interventions des salariés et de nouveaux critères de gestion. La question de la propriété sociale de l'entreprise est posée. L'Etat étant appelé à entrer au capital du groupe, l'hypothèse d'une participation accrue de la CDC, mais aussi des grands clients d'Alstom comme la SNCF, EDF, la RATP, AREVA, tous publics, a été ainsi abordée. Cette nationalisation d'un nouveau type serait ouverte à des coopérations internationales très intimes particulièrement en Europe, au lieu de la mise en concurrence ravageuse de la Commission européenne et la sélectivité anti-emploi du crédit dans la zone imposée par la BCE. Enfin, cela pose la question de l'intervention de l'Etat pour faire

pression sur les banques du groupe afin d'obtenir des renégociations de la dette d'Alstom et l'engagement de nouveaux crédits à long terme à taux d'intérêt d'autant plus abaissés que les investissements nouveaux ainsi financés programmeraient plus d'emplois et de mises en formation.

- Dans l'Isère, chez Hewlett-Packard, à l'initia-



tive de la CGT et de militants communistes, la lutte des salariés a pu être menée sur deux fronts : celui du refus des suppressions d'emploi et des mesures de restructuration engendrées par la fusion avec Compaq qui a permis de soulever le problème de l'efficacité de l'utilisation de l'argent du groupe; celui de l'action pour de bons reclassements choisis, soit en interne sur le site avec des formations de qualité, soit sur la bassin d'emploi avec une sécurisation de la situation des salariés en terme de revenus, de droits jusqu'à l'accès à un emploi stable, correctement rémunéré. Cette bataille a été dans une certaine mesure relayée hors de l'entreprise avec l'intervention des élus auprès de la population à partir de la question de l'efficacité sociale des fonds publics versés à Hewlett-Packard et de sa responsabilisation sociale dans le bassin d'emploi.

- Aventis est un autre exemple significatif. Face à l'irresponsabilité sociale, industrielle et sanitaire du groupe, les salariés avec les communistes sont allés jusqu'à élaborer un projet alternatif, soumis à un large débat citoyen, s'opposant à la délocalisation en Allemagne et surtout aux États-Unis, avec l'enjeu majeur de la maîtrise de la recherche pharmaceutique. Face au refus de la direction du groupe, appuyée par le gouvernement, de le prendre sérieusement en compte, ils ont engagé une action pour réclamer auprès du Préfet la réunion d'une table ronde ouverte aux syndicalistes, aux associations. Ils réclament désormais des décisions conservatoires face aux délocalisations déjà entreprises par la direction. En effet, la préservation des

activités permettraient d'envisager une réintégration des salariés en cas de mise en cause du plan social par le Tribunal. Dans cet esprit, s'appuyant sur le précédent de l'affaire Wolber (filiale de Michelin), ils pensent à exiger un moratoire sur les décisions de restructuration.

- Il faudrait encore parler des initiatives prises dans l'Oise, avec le projet alternatif des salariés aux décisions d'Arcelor, avec la détermination d'un certain nombre de syndicaliste et l'intervention des élus et des militants communistes.

- Dans le Lot-et-Garonne, les salariés de la Sadea ont pu reprendre l'activité abandonnée par l'Union des Banques Suisses, avec un projet de développement des qualifications et de modernisation des équipements qui a eu le soutien actif des communistes et de leur Conseiller régional. Mais cela se heurte au blocage des banques.

Il existe aussi dans ces luttes des tentatives d'anticipation des restructurations.

- A Paris, les communistes et leurs élus au Conseil de Paris ont fait voté un vœu pour la mise en place d'un Comité permanent sur l'emploi, ouvert au mouvement syndical et aux associations, pour réaliser un inventaire des besoins d'emploi-formation dans la capitale, mettre en place une procédure d'alerte afin d'anticiper les restructurations éventuelles, mettre en débat des propositions pour des solutions alternatives aux suppressions d'emplois et à la précarité. Une section envisage de demander la décentralisation de ce Comité dans les mairies d'arrondissements. Certes, cette proposition est encore ambivalente car elle n'a pas encore fait l'objet d'un investissement par les luttes des salariés mais déjà deux questions pourraient être posées : les délocalisations des emplois de services et notamment des emplois de services publics ; l'exigence de transformation des emplois précaires en emplois stables à partir des luttes déjà engagées chez Mac Do, à la FNAC ou encore à l'Assistance Publique, avec parfois des succès.

Il s'agit aussi de toute une série d'actions sur les fonds publics, leur utilisation pour mobiliser le crédit bancaire en faveur d'investissements créateurs d'emplois au lieu des exonérations de cotisations sociales patronales ou des baisses d'impôts.

- C'est, bien sûr, l'activité du réseau national pour le contrôle des fonds publics versés aux entreprises, avec l'organisation, début 2003, d'une conférence dans la région Centre qui a réuni des militants syndicalistes, politiques, associatifs et des élus de gauche.

- Dans l'Allier, des conseillers généraux et militants communistes ont décidé d'ouvrir la bataille sur l'utilisation des fonds publics pour l'emploi et la formation, à partir d'aides accordées par le Conseil général à Carrefour et Matra et d'un dispositif de crédit-bail immobilier dans lequel le département intervient pour bonifier ces prêts bancaires afin de favoriser les profits des entreprises. Ils sont ainsi intervenus pour proposer un redéploiement des crédits d'action économique du département et de la région en faveur de bonifications d'un crédit à long terme, sélectif, pour l'investissement des entreprises à mesure des créations d'emplois et des formations programmées.

Ce sont enfin les actions pour construire une Sécurité d'emploi ou de formation à partir des besoins locaux ou de branche.

- A Douarnenez, la démarche entreprise par une association, des artisans marins pêcheurs et des communistes est tout à fait originale. Ils proposent d'avancer dans la construction d'un système de sécurité d'emploi ou de formation dans la pêche artisanale face aux restructurations régressives envisagées par la Commission européenne qui laissent le champ libre aux groupes de pêche industrielle. Un travail inusité a été engagé pour une sécurisation des ressources halieutiques en liaison étroite avec la sécurisation de l'emploi et de la formation dans la pêche artisanale. Dans le cadre d'une rotation entre emploi et formation des marins pêcheurs, des périodes de formation permettraient, avec l'appui d'un nouveau crédit bancaire et d'une réorientation des aides publiques, de développer le renouvellement et la modernisation de la flottille de pêche artisanale tout en favorisant la reconstitution des ressources piscicoles. Ce projet pousse à mettre publiquement en débat la question de la responsabilité sociale et environnementale des grands groupes de la pêche industrielle comme Intermarché.

- En Seine-Maritime, tout un travail de consultation a été effectué qui a permis de déboucher sur l'élaboration d'une proposition de loi pour la sécurisation de l'emploi avec la formation des intérimaires, précaires, salariés de la sous-traitance.

- Dans l'aéronautique, les communistes ont commencé à poser de façon systématique la question d'une solidarité des salariés de la filière avec l'idée d'un statut commun associant sécurité de l'emploi et mobilité avec la formation, une co-responsabilisation des entreprises de la branche, à commencer par les groupes, leurs réseaux de sous-traitants. L'ensemble a permis de poser avec force et de façon originale l'enjeu d'un développement industriel stable, par delà les cycles conjoncturels, de l'aéronautique et du spatial en coopération en France, en Europe et dans le monde.

- Ce sont aussi toutes les tentatives de popularisation de l'idée d'une sécurisation d'emploi ou de formation et des chantiers concrets comme dans les Bouches-du-Rhône avec la « caravane pour l'emploi » qui a sillonné le département ou le débat sur la formation professionnelle à Beaumont (Puy-de-Dôme). A Argentan, dans l'Orne, le débat public a permis de révéler le caractère crucial des relations entre salariés, syndicats et élus pour mener des batailles communes, partager toutes les informations. Dans ce Forum, l'ampleur des charges financières de Jungheinrich-France comparées aux cotisations sociales patronales a été révélée dans une localité où le patronat a l'habitude de faire du profit facile avec de bas coût salariaux et où il ne cesse de culpabiliser les salariés et les élus face à la concurrence internationale.

La Conférence nationale, qui aura lieu en février 2004, devrait être une étape importante de la campagne du Pcf pour l'emploi afin de faire ressortir les questions transversales qui surgissent des initiatives locales, pointer les difficultés, tenter de décloisonner afin de permettre un échange et une convergence d'expériences. Ainsi, à partir des problèmes rencontrés au plus près du terrain, on pourrait chercher à tirer des enseignements plus globaux, aller, en quelque sorte, vers une généralisation de « pratiques nouvelles ». ■

Elections régionales et européennes : l'enjeu de l'emploi

Alain Obadia

La campagne dont notre numéro d'*Economie et politique* développe les différents axes est une concrétisation des choix de société qui structurent la pensée et l'action du parti communiste.

Donner la priorité à l'emploi, favoriser l'activité utile au service d'un développement responsable, travailler à la sécurisation de la situation de millions de personnes au moyen du système de sécurité d'emploi ou de formation pour lequel nous nous battons relève d'une conception pour laquelle l'épanouissement humain est l'impératif absolu.

Evidemment pour que ces orientations puissent prendre corps, il est indispensable de refuser les diktats de l'argent-roi. Au contraire, il faut rassembler à tous les niveaux pour des mesures plaçant les activités financières au service du progrès de toute la société.

Avec une conception audacieuse et forte des services publics, une volonté de pousser au maximum la démocratie participative notre campagne constitue une part essentielle de ce qui caractérise aujourd'hui l'identité communiste.

Plus encore, elle est un moyen efficace et utile d'affirmer cette identité :

- aucun emploi ne doit être sacrifié sur l'autel de la rentabilité,
- aucune occasion de développer des activités utiles dans l'industrie et les services ne doit être négligée ou gâchée,
- aucune personne ne doit être laissée sur le bord de la route alors qu'une rotation positive entre l'emploi et la formation peut être mise en œuvre,
- un effort sans précédent doit être consenti pour élever les niveaux de connaissance, de formation, de qualification. C'est extrêmement important pour chaque individu, pour le progrès social mais aussi pour le développement créatif de notre pays.

Conçue avec ces ambitions et ce caractère concret, notre campagne ne se pose pas en-soi, coupée des problèmes de la vie de tous les jours ni des échéances électorales à venir.

S'agissant des premiers, elle nous permet de nous inscrire de manière offensive dans chacun des événements économiques, sociaux et politiques. Et cela dans toutes les dimensions, du local au mondial incluant bien sûr la dimension européenne. D'Alstom à Bull en passant par Aventis et bien d'autres, nous avons du pain sur la planche.....

Pour les deux dimensions, car cela concerne aussi bien

le quotidien que les échéances électorales, notre campagne permet non seulement de nous insérer dans le mouvement de contestation de la politique de la droite et plus profondément du capitalisme, à notre place et avec notre rôle particulier, mais plus encore elle nous place en position d'avancer des propositions radicalement transformatrices et profondément réalistes.

Pour tous ces objectifs, il est important de souligner que les régions et l'Europe ont un rôle particulier à jouer.

Les régions sont, entre autres compétences, particulièrement chargées du développement économique et de la formation, questions intimement liées à celles de l'emploi. Tout ce que nous avons évoqué précédemment les



concerne. Nous devons intensifier notre bataille afin qu'elles favorisent la création d'activités utiles et d'emploi par l'attribution de crédits bonifiés et qu'elles optimisent les ressources publiques en favorisant à leur niveau mais aussi plus localement le contrôle des fonds publics attribués aux entreprises.

Quant à l'Europe, nous devons inscrire dans nos priorités la bataille pour une Europe favorisant l'emploi, rompant avec le credo de "l'économie de marché dans laquelle la concurrence est libre" (en fait le capitalisme libéral) qui est sacralisé par le projet de constitution.

Dans cette logique, l'Union doit instaurer une politique active favorisant le développement des industries et des services, de la recherche et des technologies. et doit accorder un soutien actif aux services publics.

Les campagnes électorales qui viennent nécessitent de notre part souffle et contenu. En établissant le lien avec nos grands choix de société, notre campagne offensive sur l'emploi y contribuera puissamment. ■